

Ecrit par le 23 juillet 2024

Engie Home Services : 29 postes en alternance à pourvoir en région Paca



Pour la rentrée 2023, [Engie Home Services](#), spécialisée dans l'installation, l'entretien et le dépannage de systèmes de chauffage et de climatisation, propose plus de 270 offres en alternance dans toute la France, dont 29 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 dans les Alpes-de-Haute-Provence, 7 dans les Alpes-Maritimes, 12 dans les Bouches-du-Rhône, 7 dans le Var, et 1 en Vaucluse. La filiale de l'énergéticien [Engie](#) propose essentiellement des postes de techniciens de maintenance gaz, pompes à chaleur, climatisation et énergies renouvelables.

Pour Engie Home Services, l'alternance est la garantie d'une bonne formation des futurs professionnels du secteur. L'année dernière, plus de la moitié de ses alternants ont été recrutés à l'issue de leur temps au sein de l'entreprise. Les formations en alternance peuvent se faire via un cursus classique en école, une année directement dans le centre de formation d'Engie Home Services, situé à Marseille, dans le

Écrit par le 23 juillet 2024

cadre du Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie, ou au sein du Centre de formation d'apprentis (CFA) d'Engie, l'Académie des métiers de la transition énergétique et climatique.

Pour voir tous les postes en alternance et déposer une candidature, [cliquez ici](#).

V.A.

Assurance auto : Avignon parmi les villes les plus chères de France



La récente étude réalisée par la néo-assurance Leocare révèle le classement des villes les moins chères de France en matière d'assurance automobile. Avignon se classe 82° parmi les villes les moins chères.

Le prix de l'assurance auto varie en fonction de plusieurs critères tels que le type de véhicule,

Ecrit par le 23 juillet 2024

l'expérience de conduite, l'âge, le niveau de protection ainsi que la compagnie d'assurances choisit. Cependant, même avec des profils similaires, d'importantes différences subsistent en fonction du lieu de résidence. En comparant 100 villes de France, l'étude réalisée par Leocare a observé des variations de tarifs moyens mensuels pouvant atteindre 45% d'une ville à l'autre.

Parmi le classement des villes les moins chères, Avignon arrive en 82^e place avec un prix moyen mensuel de l'assurance de 47,20€. Un classement bas, comme plusieurs villes du sud. En effet, il ressort du classement que les villes où la cotisation d'assurance est la plus chère sont situées en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en banlieue parisienne. En PACA, Nice, Antibes et Marseille se classent respectivement en 97^e (49,02€), 98^e (49,58€) et 99^e (56,48€) positions.

Prix moyen mensuel de l'assurance automobile dans chaque département © Leocare

Toujours selon ce classement, Montauban se distingue comme la ville où l'assurance automobile est la moins coûteuse (41,77€), suivie de près par La Roche-sur-Yon (41,79€), Niort (42,50€) et Le Mans (42,59€).

Ces écarts de prix s'expliquent principalement par les accidents, vol, catastrophe naturelle, le coût de la main-d'œuvre, qui, selon leur fréquence, augmentent le montant moyen de l'assurance. Partant de ce constat, les grandes agglomérations sont les moins avantageuses. Mécaniquement, les villes densément peuplées, avec une concentration élevée de véhicules, présentent logiquement plus de risques de sinistres.

[Accéder au classement des 100 villes](#)

Méthodologie : Leocare s'est focalisée sur les prix d'assurance auto pratiqués dans les 100 villes métropolitaines les plus peuplées de France. Les tarifs indiqués correspondent au profil d'un conducteur avec au moins 24 mois d'assurance au cours des 36 derniers mois, sans sinistre ni suspension ou annulation de permis, ni de condamnation pour alcoolémie, stupéfiants, délit de fuite ou refus d'obtempérer. Il possède une Peugeot 208 (1.2 PureTech 110 Allure Eat 6 CV, immatriculée en 01/2018) pour un usage strictement privé. La formule choisie est « Tous risques » avec franchises (50 euros pour le Bris de glace et 330 euros pour les dommages tous accident, vol et incendie) et un plafond de 1 million d'euros pour la protection du conducteur.

Écrit par le 23 juillet 2024

Journée portes ouvertes : découvrez le conservatoire d'espaces naturels de PACA



Ce samedi 10 juin, le [conservatoire d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) organise une journée portes ouvertes au centre départemental de Rasteau.

Les visiteurs pourront rencontrer les salariés et les bénévoles qui contribuent à la protection de la nature dans la région et le département. Ils pourront (re)découvrir la biodiversité du territoire et les actions mises en place pour la sauvegarder. Pour rappel, association à but non-lucratif, le conservatoire d'espaces naturels ([CEN](#)) PACA intervient sur 24 sites en Vaucluse, soit près de 1 500 hectares protégés dans le département.

Cette journée portes ouvertes sera rythmée par différentes rencontres avec des experts du CEN et des bénévoles naturalistes. Au programme : des visites de sites naturels (gratuites sur inscription) ; des expositions « nature » ; des projections et mini-conférences pour découvrir les actions de préservation des espèces et espaces naturels ; des jeux pour comprendre la nature en s'amusant et bien d'autres activités.

Écrit par le 23 juillet 2024

Pour les gourmands, un foodtruck sur place permettra de se sustenter.

Samedi 10 juin, de 9h à 17h au centre départemental Rasteau, 746 route du Stade.
Programme complet en cliquant [ici](#).

J.R.

Sécurité : le Vaucluse champion des cambriolages



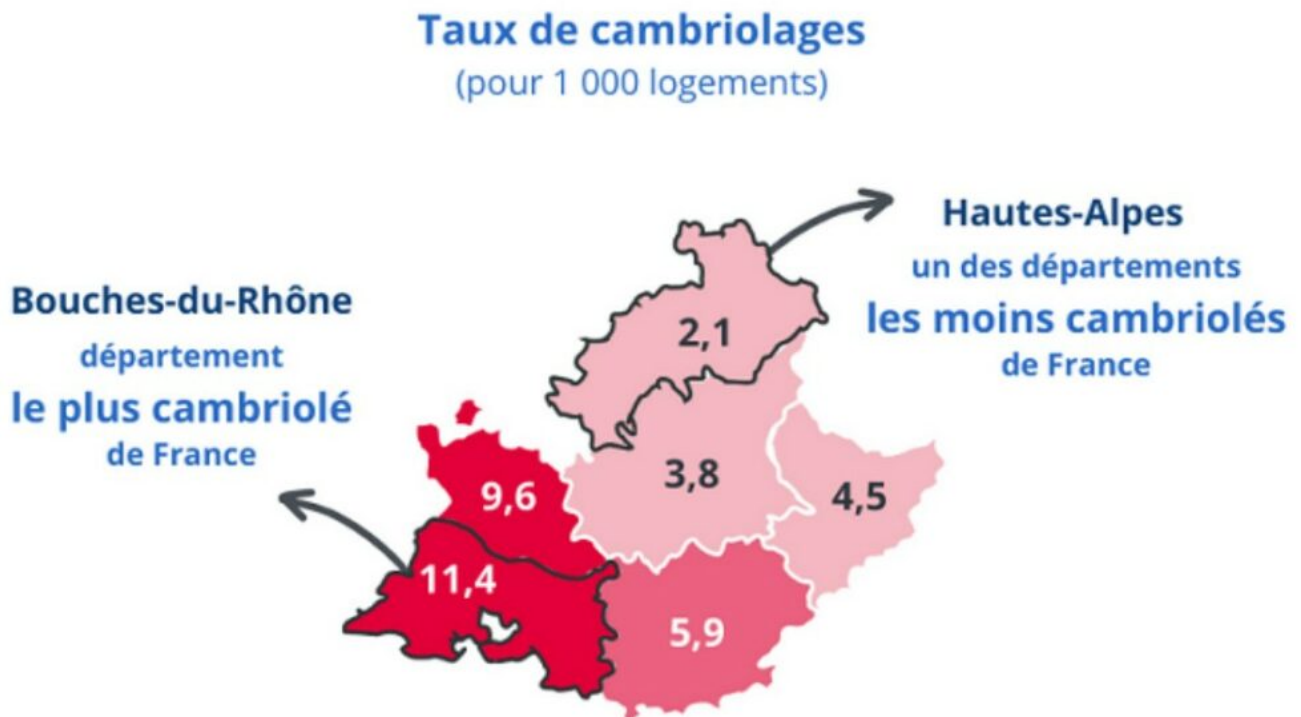
Alors que Provence-Alpes-Côte d'Azur est la région de France de province la plus cambriolée en 2022, le Vaucluse y figure parmi les plus mauvais élèves derrière les Bouches-du-Rhône. Une étude de l'Insee Paca fait le point sur ce phénomène inquiétant dont l'évolution est très différente selon les départements.

« En 2022, 23 400 cambriolages ou tentatives de cambriolage de logements ont été enregistrés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit 7,5 cambriolages pour 1 000 logements, explique une étude de [l'Insee](#)

Ecrit par le 23 juillet 2024

[Paca](#) réalisée par Nicolas Cochez et Alexandra Ferret.

Ce taux de cambriolages est nettement supérieur à la moyenne nationale (5,8‰ en France, 5,4‰ en France de province). Provence-Alpes-Côte d'Azur est la troisième région la plus cambriolée, après la Guyane (11,0‰) et l'Île-de-France (7,9‰), et avant Auvergne-Rhône-Alpes (6,8‰).



Source Insee Paca

Les Bouches-du-Rhône 1^{er} département de France pour les cambriolages, le Vaucluse 4^e

Les Bouches-du-Rhône sont le département le plus cambriolé de France : en 2022, 11,4 cambriolages y ont été enregistrés pour 1 000 logements. Avec un taux de 9,6‰ le Vaucluse est aussi particulièrement touché puisqu'il se trouve en 4^e position de ce triste classement national. Le Var se situe dans la moyenne française (5,9‰), alors que les départements alpins sont moins affectés : 4,5‰ pour les Alpes-Maritimes, 3,8‰ pour les Alpes-de-Haute-Provence et 2,1‰ pour les Hautes-Alpes, l'un des départements les moins cambriolés de France.

« Provence-Alpes-Côte d'Azur est la seule région de France dans laquelle les communes pauvres sont plus cambriolées que les communes riches, du fait notamment de Marseille et Avignon. »

La vallée du Rhône et le littoral de la région sont particulièrement touchés par ces infractions, alors que

Ecrit par le 23 juillet 2024

l'arrière-pays est moins concerné. Les cambriolages sont sensiblement plus nombreux dans les zones à forte densité de population et dans celles où les écarts de revenus sont importants. « Provence-Alpes-Côte d'Azur est la seule région de France dans laquelle les communes pauvres sont plus cambriolées que les communes riches, du fait notamment de Marseille et Avignon », constatent les 2 auteurs de l'étude. Ces taux régional s'élèvent ainsi à 10,5‰ pour les communes pauvres, contre 8,6‰ pour les communes les plus riches. A l'inverse, en milieu rural, les cambriolages sont plus fréquents dans les communes les plus riches.

Avignon et Carpentras en première ligne

En Vaucluse, les aires d'attractions d'Avignon, Carpentras, Sarrians, Saint-Rémy-de-Provence sont celles qui sont le plus impactées par ce phénomène (11,4‰). Juste derrière (voir tableau ci-dessous), Vaison-la-Romaine, l'Isle-sur-la-Sorgue, Cavaillon, Arles, Beaucaire et Salon-de-Provence sont aussi particulièrement touchées.

Finalement, ce sont les aires d'Apt (2,6 à moins de 4,2‰), de Valréas (de 4,2 à moins de 5,7‰) et, dans une moindre mesure, d'Orange et de Bollène (de 5,7 à moins de 7,6‰), qui sont les moins exposées.

Taux de cambriolages pour 1000 logements des aires d'attraction des villes de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2022

Aire d'attraction des villes	Taux de cambriolages*
Apt	de 2,6 à moins de 4,2
Arles	de 7,6 à moins de 11,4
Avignon	11,4 ou plus
Beaucaire	de 7,6 à moins de 11,4
Bollène	de 5,7 à moins de 7,6
Carpentras	11,4 ou plus
Cavaillon	de 7,6 à moins de 11,4
L'Isle-sur-la-Sorgue	de 7,6 à moins de 11,4
Manosque	de 5,7 à moins de 7,6
Marseille - Aix-en-Provence	de 7,6 à moins de 11,4
Nice	de 4,2 à moins de 5,7
Orange	de 5,7 à moins de 7,6
Pierrelatte	de 5,7 à moins de 7,6
Saint-Rémy-de-Provence	11,4 ou plus
Salon-de-Provence	de 7,6 à moins de 11,4
Sarrians	11,4 ou plus
Vaison-la-Romaine	de 7,6 à moins de 11,4
Valréas	de 4,2 à moins de 5,7
Commune hors attraction des villes dans les Bouches-du-Rhône	11,4 ou plus
Commune hors attraction des villes en Vaucluse	de 7,6 à moins de 11,4

Note : en dehors des aires d'attraction des villes, le taux de cambriolages affiché est celui observé dans le territoire formé par l'ensemble des communes du département qui n'appartiennent pas à une aire d'attraction.

Sources : Insee, recensement de la population 2019, Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, base statistique communale de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales.

Dynamiques départementales très différentes

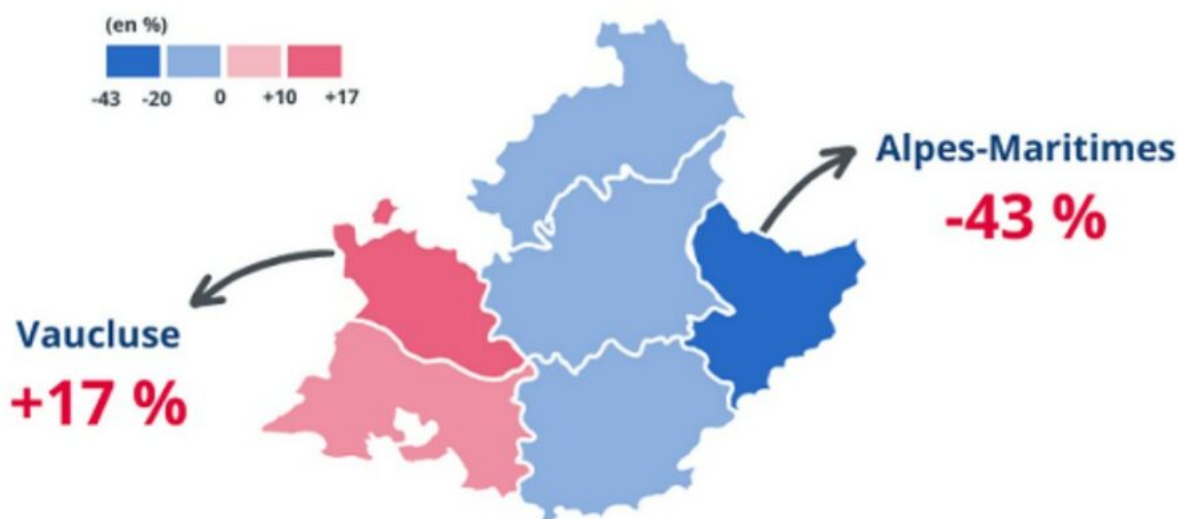
Bien qu'il demeure élevé dans la région, le nombre de cambriolages baisse de 9% entre 2016 et 2022, avec des dynamiques très différentes selon les départements.

« Cette baisse est toutefois inférieure à celle observée au niveau national (15 %), tempèrent Nicolas Cochez et Alexandra Ferret. Entre 2016 et 2019, le nombre de cambriolages est globalement stable. Il diminue nettement en 2020, année marquée par la crise sanitaire et le confinement des habitants à leur domicile. À cette date, la chute observée en Provence-Alpes-Côte d'Azur (24%) est plus forte qu'en France (20%). La région connaît toutefois une reprise plus rapide des infractions. En 2021, le nombre de

Écrit par le 23 juillet 2024

cambriolages enregistrés en Provence-Alpes-Côte d'Azur repart fortement à la hausse (+16% par rapport à 2020) alors qu'il continue de baisser légèrement dans la plupart des autres régions. En 2022, le nombre d'infractions ralentit dans la région (+3% par rapport à 2022) alors que dans le même temps la France connaît un 'effet rattrapage' avec une hausse de 11% sur l'année. Malgré ce rebond, les cambriolages enregistrés sont moins nombreux en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en 2019. En 2022, le nombre de cambriolages est de 9% inférieur à son niveau d'avant crise sanitaire (11% inférieur en France). »

Évolution du nombre de cambriolages enregistrés entre 2016 et 2022



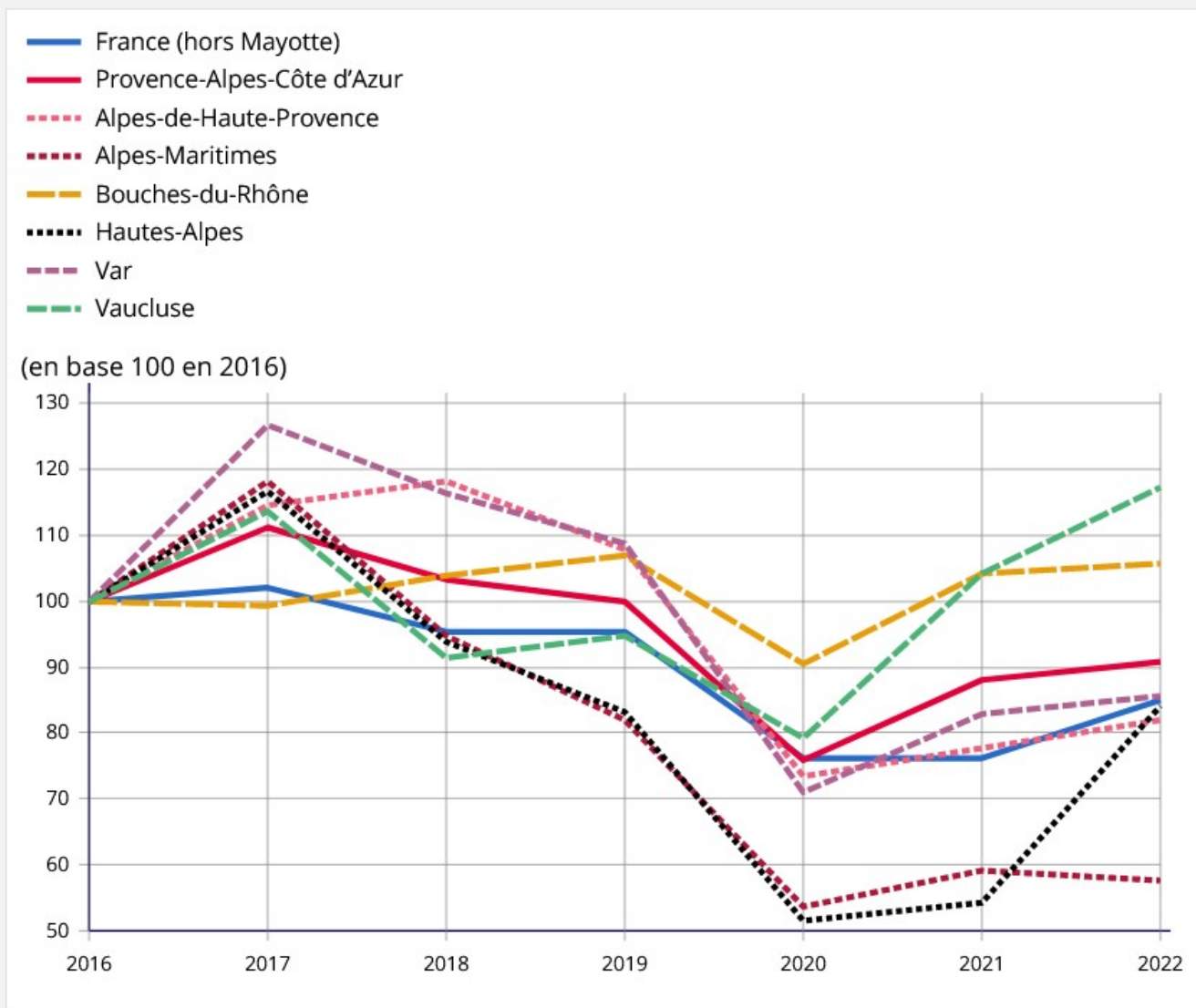
Source Insee Paca

La mauvaise tendance du Vaucluse

L'évolution du nombre de cambriolages enregistrés diffère considérablement selon les départements de la région. Entre 2016 et 2022, le nombre de cambriolages baisse fortement dans les Alpes-Maritimes (-43 %) et plus faiblement dans les Alpes-de-Haute-Provence (-18 %), les Hautes-Alpes (-16 %) et le Var (-14 %). Il augmente dans les deux départements les plus affectés par ces infractions : de 17% en Vaucluse et de 6% dans les Bouches-du-Rhône.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Figure 2 - Évolution du nombre de cambriolages enregistrés dans les départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur et en France



Source : Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, base statistique communale de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales.

L.G.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Plan Régional Santé : 25% des décès sont attribués à l'environnement



25% des décès sont attribués à l'environnement, une bonne raison pour l'[Agence régionale de santé](#) (ARS) de s'en préoccuper en participant au 4^e Plan Régional Santé Environnement (PRSE).

Le [PRSE 2022-2027 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) recense les risques qui impactent notre santé, qu'il s'agisse de polluants naturels, domestiques, industriels ou professionnels et qui constituent un réel enjeu de santé publique. La qualité de l'air et de l'eau, le niveau du bruit, des résidus de produits chimiques comme l'amiante ou le plomb nous affectent.

Le 7 avril dernier, les élus du Conseil économique, social, environnemental de la Région Sud (CESER) ont auditionné Thierry Margueron, en charge du département Santé et Environnement à l'ARS. « 70% de ce

Ecrit par le 23 juillet 2024

qui impacte notre santé est influencé par une politique d'aménagement, annonce-t-il d'emblée. Globalement, 50% par notre mode de vie et des facteurs socio-économiques et 20% par le patrimoine génétique que nous ont légué nos parents et grands-parents. » En détails, il s'agit des effets directs comme les conséquences de températures élevées en combinaison avec les UV sur les cancers de la peau par exemple, ou l'altération du sommeil en période de canicule.

Autres effets mais indirects : les risques de maladies à transmission virale telles que la dengue, la maladie de lyme, ou encore le chikungunya. Le réchauffement climatique va provoquer la prolifération de bactéries avec la hausse de température des océans, sans parler de la fonte du permafrost qui va libérer virus, bactéries et allergènes qui avaient été congelés pendant des siècles. Ce qui va évidemment provoquer des troubles respiratoires sur les asthmatiques par exemple.

« Quelles politiques stratégiques adopter pour limiter cet impact négatif ? »

C'est la question que pose Thierry Margueron. « D'abord, végétaliser les espaces et les bâtiments, aménager des îlots de fraîcheur, dés-imperméabiliser les sols, créer des étendues d'eau, réduire le trafic d'engins thermiques », poursuit-il. Ce qui implique qu'urbanistes, architectes, collectivités locales, associations, citoyens et aménageurs du territoire travaillent en synergie pour mieux prendre en compte la santé, en réduisant l'exposition aux polluants (air, eau, bruits), en conseillant des comportements sains (alimentation, activités physiques), en aménageant des pistes cyclables, en agencant des parking et des aires de jeu. « Bref, en créant des conditions de vie favorables au bien-être, à la qualité de vie et à la santé du plus grand nombre » ajoute-t-il.

« On a remarqué que les épisodes de canicule ont fait augmenter en masse la mortalité, notamment des personnes âgées et des plus vulnérables, qu'ils sont déclenchés d'énormes incendies que les pompiers ont mis des jours et des nuits à éteindre, comme en Gironde l'été dernier », développe-t-il.

« L'urbanisme doit être réparateur pour réduire les inégalités, précise Thierry Margueron pour conclure. On a pensé construire des rocade pour fluidifier la circulation en dehors des bassins de vie. » Le problème, c'est qu'à Avignon, la fameuse Rocade Charles de Gaulle est empruntée par 50 000 véhicules par jour, dont des milliers de poids-lourds qui perturbent la vie des riverains et provoquent nombre de maladies cardiaques et pulmonaires, sans parler de dépressions nerveuses. Et qu'on parle de la LEO (Liaison est-ouest) pour l'éviter, mais que le projet né en 1987 n'a toujours pas abouti...

Autre constat : dans les hôpitaux, on a remarqué que dans les chambres qui donnent sur les arbres et la nature, les patients se rétablissent plus vite que ceux qui ont une vue imprenable sur le bitume et le parking. Et pour ceux qui douteraient de l'impact négatif de l'environnement sur la santé, une enquête du Sénat menée en 2000 a démontré que le coût de la pollution de l'air coûte entre 67 et 98 milliards d'euros et qui paie la facture ? La Sécurité Sociale pour des pathologies cardio-vasculaires, pulmonaires et pour des cancers.

Bruno Giaminardi, réélu président du CNPF Provence-Alpes-Côte d'Azur



Les propriétaires forestiers récemment élus au Conseil de centre de la délégation régionale du centre national de la propriété forestière se sont réunis mercredi 29 mars à la préfecture de Marseille. Ils ont réélu Bruno Giaminardi à la tête de la délégation régionale du CNPF.

Plus de 23 000 propriétaires forestiers privés étaient appelés à voter pour leurs représentants au sein du CNPF PACA. Cet établissement public, sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture, est dédié au développement de la gestion durable des forêts privées françaises. Il a la particularité d'avoir une gouvernance majoritairement composée de propriétaires forestiers privés élus tous les 6 ans parmi leurs pairs. Ces élus acceptent bénévolement de consacrer du temps pour défendre les enjeux d'une gestion durable en forêt privée.

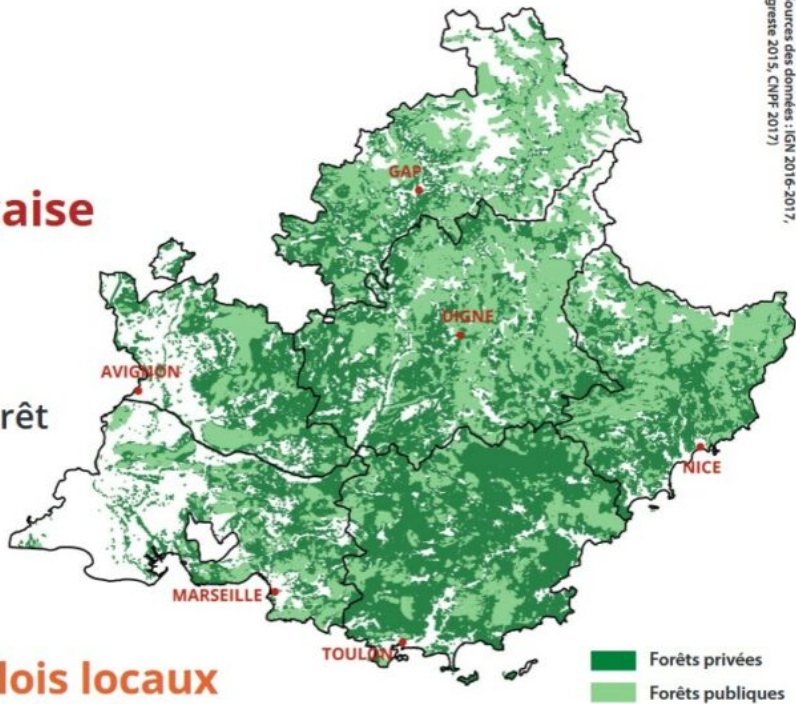
Ecrit par le 23 juillet 2024

La forêt régionale :

2^{ème} région française

la plus boisée avec

51% de son territoire

116 M de m³ de bois en forêt

Sources des données : IGN 2016-2017, Agreste 2015, CNPF 2017



8280 emplois locaux
dans la filière forêt-bois

Avec un département de Vaucluse recouvert à 53% de forêts, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 2^e région la plus boisée de France avec 51% du territoire recouvert de forêts. Parmi ces forêts, 64% des surfaces appartiennent à des propriétaires privés, soit 1 million d'hectares. Ils sont ainsi environ 400 000 propriétaires privés de forêts. Ceux d'entre eux qui possèdent plus de 4 ha de forêt ou qui bénéficient d'un document de gestion durable, soit 23 000 propriétaires forestiers, étaient appelés à voter pour leurs représentants au sein du CNPF PACA.

J.R.

Provence-Alpes-Côte d'Azur : SPIE recrute 280 collaborateurs, dont 40 alternants

SPIE France, filiale du groupe [SPIE](#), leader européen des services multi-techniques dans les

Ecrit par le 23 juillet 2024

domaines de l'énergie et des communications, et ses 6 filiales, recrute actuellement 280 collaborateurs en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont 40 alternants.

Dans ce cadre, la filiale, notamment implantée à Orange, Pertuis, Sérignan-du-Comtat et Vedène, recherche des profils variés allant de technicien de maintenance, technicien data centers, monteur, conducteur de travaux, soudeur, électricien industriel à ingénieur réseaux, ingénieur smart city ou encore des profils tournés vers la cybersécurité. Les postes à proposés sont principalement des CDI à temps plein, mais 40 postes en alternance sont également à pourvoir.

En Occitanie, où la filiale est implantée à Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit, ce sont 605 postes qui sont à pourvoir. Là encore, tous les niveaux d'étude sont ciblés, du bac professionnel au diplôme d'ingénieur, en passant par les licences professionnelles et les BTS. « Nous recherchons des personnes qui ont envie de progresser, de transmettre et d'entreprendre », explique [Arnaud Tirmarche](#), directeur général de [SPIE](#) France, dans un communiqué.

Au total, la filiale Française du groupe cherche à recruter 3 700 collaborateurs dont 700 alternants dans le but de « renforcer son rôle d'acteur des transitions énergétique, numérique et industrielle en France et contribuer à l'émergence d'une société bas-carbone ».

Toutes les offres d'emploi sont consultables sur spie-job.com.

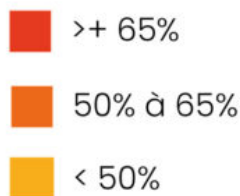
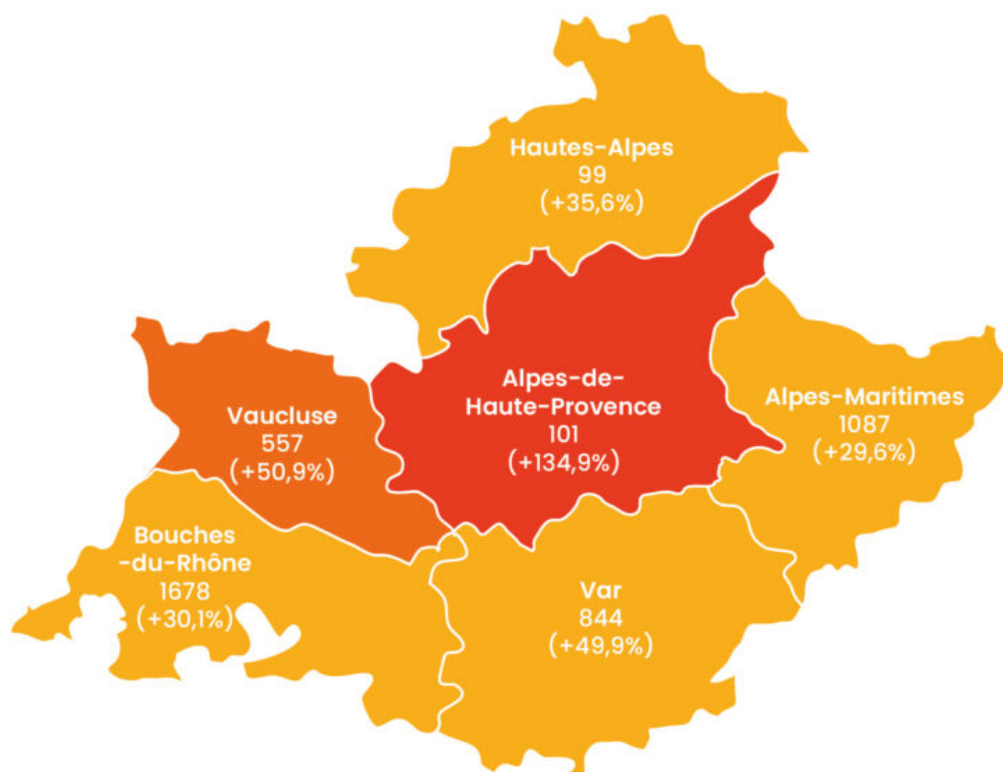
J.R.

Les défaillances d'entreprises au plus haut en Vaucluse depuis 2018

Ecrit par le 23 juillet 2024

Évolution des défaillances d'entreprises en 2022 / 2021

Provence-Alpes-Côte d'Azur




Selon la dernière étude [d'Altares](#), le nombre de défaillances d'entreprises en Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 37,4% en 2022. Si cette hausse est très inférieure à la tendance nationale elle est cependant très marquée en Vaucluse qui retrouve un niveau de défaillances

Ecrit par le 23 juillet 2024

jamais vu depuis 2018.

Avec 4 366 procédures ouvertes sur 2022, le nombre de cessations de paiement est en hausse de plus de 37% en Provence-Alpes-Côte d'Azur [par rapport à 2021](#). Une tendance cependant très inférieure à celle observée sur l'ensemble du territoire national où la hausse est historique, proche de +50 %. Le niveau des défauts est ainsi encore nettement inférieur (-16 %) à celui de 2019, année de référence avant-Covid, où plus de 5 200 cessations de paiement avaient été enregistrées. En Paca, on dénombre ainsi 860 défauts de moins qu'en 2019.

À ces défaillances s'ajoutent 127 ouvertures de procédures de sauvegarde, un dispositif de prévention accessible aux seules entreprises qui ne sont pas encore en cessation de paiement, afin de favoriser leur réorganisation. En PACA, elles constituent 3% de l'ensemble des procédures. À noter, la région est sur le podium des territoires où l'on recourt le plus aux sauvegardes, derrière l'Ile-de-France (149) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (155).

Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône en bouclier

Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône concentrent traditionnellement les deux tiers des défaillances et pèsent donc sur la tendance régionale. Or les deux départements contiennent la hausse à +30%. Les Bouches-du-Rhône enregistrent 1 678 cessations de paiement et les Alpes-Maritimes 1 087.

Dans le même temps, l'augmentation des défauts oscille autour de 50% dans le Var (844 ; +49,9%) et le Vaucluse (557 ; +50,9%), au plus haut depuis 2018 (voir tableau ci-dessous ainsi que la carte en illustration principale de l'article).

Les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes ne comptent qu'une centaine de procédures mais la tendance est aussi à la hausse. +36% en Hautes-Alpes et +135% dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par département sur 10 ans

Départements	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2021
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE(4)	145	140	168	153	134	123	113	54	43	101	134,9%
HAUTES-ALPES(5)	154	129	133	145	128	111	108	80	73	99	35,6%
ALPES-MARITIMES(6)	1571	1 604	1 669	1 472	1 538	1 301	1 410	1 023	839	1 087	29,6%
BOUCHES-DU-RHONE(13)	2456	2414	2284	2273	2393	1869	2007	1270	1290	1678	30,1%
VAR(83)	1 300	1 296	1 473	1 225	1 190	1 140	1 082	611	563	844	49,9%
VAUCLUSE(84)	665	704	654	553	574	603	503	368	369	557	50,9%
TOTAL REGION	6 291	6 287	6 381	5 821	5 957	5 147	5 223	3 406	3 177	4 366	37,4%

© Altares

Entre inflation et crise énergétique : « les entreprises ne sortent pas indemnes de ces longs mois de turbulences ».

Ecrit par le 23 juillet 2024

« En Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul sur 3 ans depuis 2020, moins de 11 300 entreprises ont fait défaut contre plus de 16 800 durant les trois années précédentes, précise [Thierry Millon](#), directeur des études Altares. 5 500 défaillances, soit plus d'une année de défaillances, ont ainsi été 'épargnées' grâce notamment aux dispositifs d'aides publiques déployés pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire puis de la guerre en Ukraine. Pourtant, si le risque a été anesthésié, évitant la déferlante tant redoutée des faillites, les entreprises ne sortent pas indemnes de ces longs mois de turbulences. Entre inflation et crise énergétique, le climat se complique encore et les fonds propres sont mis à contribution. Or, l'Observatoire du Financement des Entreprises notait dans son rapport de mai 2021 sur les fonds propres des TPE et PME que si l'essentiel de ces entreprises a affronté la crise avec des situations en fonds propres renforcées avant la Covid, une partie disposait, en revanche, de structures financières très dégradées (un tiers des TPE) ou était insuffisamment capitalisée (20% des PME analysées). De son côté, la Commission européenne alerte sur le poids excessif de la dette des entreprises non financières de l'Union qui représentait 111% du PIB des 27 à fin 2020, soit 14 900 milliards d'euros). Or, le manque de fonds propres handicapant pour investir et se financer est un signal prépondérant du risque de défaillance. »

Les PME à la peine

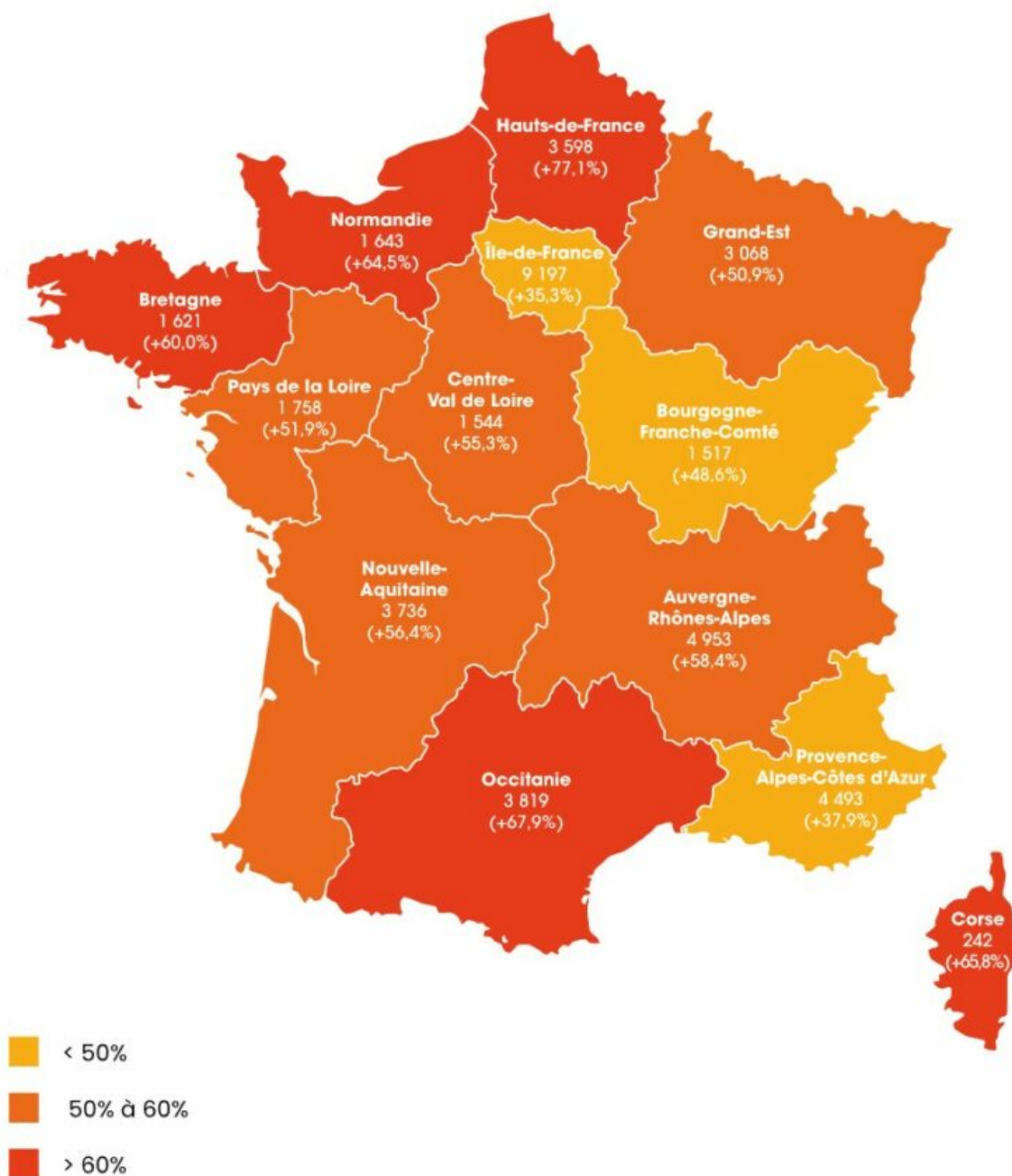
« Si le retour aux normes d'avant-Covid s'amorce depuis un an, l'augmentation des défaillances s'accélère pour les très jeunes entreprises et les PME » constate [la base de données internationales Altares](#).

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les TPE concentrent l'essentiel des défaillances (94%) et donnent donc le ton pour les indicateurs régionaux. 4106 entreprises de moins de 10 salariés ont défailli en 2022, un nombre en augmentation de 36,5% sur l'année, mais encore inférieur de plus de 880 par rapport à 2019. Plus de 630 TPE sont de création récente (moins de 3 ans). Or ces jeunes entreprises sont très vulnérables : leur nombre s'envole de 75 % sur un an.

Pour les PME la tendance accélère fortement, en particulier pour celles de moins de 50 salariés. 249 d'entre-elles ont fait défaut, c'est 61% de plus sur un an. Il faut remonter à 2016 pour trouver un nombre comparable (247). Dans ces conditions, le nombre d'emplois menacés bondit et passe de 8400 en 2021 à 12600 en 2022.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Carte d'évolution des défaillances par région en 2021 / 2022



Ecrit par le 23 juillet 2024

© Altares

2023, une année de transition à bien négocier

« Il y a un an, nous rejetions l'hypothèse d'une explosion des défaillances en 2022, en anticipant malgré tout une hausse sensible des défauts, poursuit Thierry Millon. Si le cataclysme n'a pas eu lieu, le rythme est plus soutenu qu'envisagé, faisant craindre un retour aux valeurs d'avant crise plus tôt que prévu. 2019 s'était achevé sur 52 000 défaillances, 2023 pourrait dépasser ce seuil et nous ramener aux valeurs de 2017 au-delà de 55 000. La Provence-Alpes-Côte d'Azur pourrait alors dépasser 5 200 défauts. Un nombre certes important mais plutôt raisonnable au regard du contexte très difficile que nous traversons. Pour certaines TPE et PME, les chances de survie sont compromises. Pour certaines, la fragilité de leur structure financière est en cause. Pour d'autres c'est paradoxalement leur incapacité à honorer des carnets de commandes pourtant bien remplis qui pourrait les amener au défaut. En cause, les difficultés d'approvisionnement, l'explosion des coûts des matériaux et les problèmes de recrutement. Dans tous les cas, les prêteurs seront plus exigeants et se concentreront sur les sociétés dont les bilans seront les plus solides. Les contraintes financières (remboursement des dettes Covid et notamment PGE ; inflation ; hausse des taux ; facture énergétique, etc.) sont malheureusement vouées à peser toujours plus lourd. Alors que les tensions sur les trésoreries des entreprises se font déjà ressentir, le financement de l'exploitation et donc du BFR (Besoin en Fonds de Roulement) aura à n'en pas douter l'attention des directions financières des TPE PME comme des ETI. »

L.G.

(Vidéos) Epicerie associative et participative, 'Bouge ton coq' veut changer la donne

Ecrit par le 23 juillet 2024



'Bouge ton coq' lance son 3^e appel à candidature pour l'ouverture de nouvelles épiceries participatives 'Monépi' dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur jusqu'au 28 février.

Tout commence par un constat : «Aujourd'hui en France, 70% des communes rurales n'ont pas de commerce et un habitant rural doit parcourir en moyenne 24km pour faire ses courses de premières nécessités (source : Insee et OpinionWay),» relate Monépi, fondateur des épiceries participatives.

L'épicerie, un lieu social

Pourtant, « Dans un village, le commerce représente un lieu de lien social privilégié. Lorsqu'il disparaît, la dernière lumière s'éteint et c'est tout un village qui meurt. C'est pourquoi le mouvement citoyen 'Bouge ton coq' propose une aide financière, technique et un réseau aux maires, associations ou citoyens motivés par l'ouverture d'une épicerie participative. C'est ainsi que 2 épiceries ont été financées en Paca. »

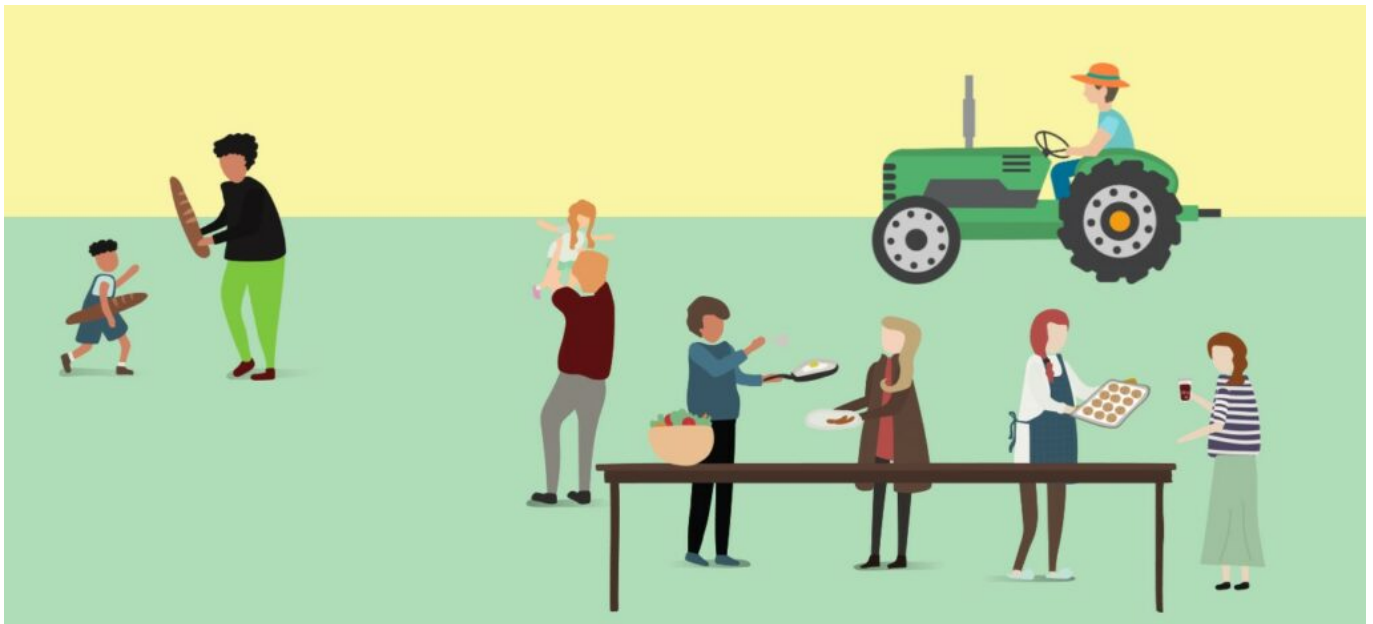
La promesse ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

Un système alimentaire créé par et pour les citoyens, avec, au programme, une plateforme de gestion gratuite, l'accès à nombre de producteurs locaux, zéro marges entre le producteur et le consommateur et une réduction de l'impact sur l'environnement.

Est-ce que ça marche ?

350 épis ont ouverts ou sont en construction. 60 000 produits issus de 3 500 producteurs ont déjà intégré le circuit et 14 000 familles s'y sont déjà investi.



DR

Pour quoi faire ?

Vous habitez une petite ville où une multitude de producteurs pourraient répondre aux besoins des habitants et vous cherchez un moyen de créer du lien social dans votre ville ? Les Epis, modèle d'épicerie associative et participative proposent de mettre leur savoir faire au service des mairies et des particuliers, pour la création d'épiceries conçues sans marges produits ni salaires.

Côté gestion ?

La plateforme monepi.fr gère la boutique et le paiement en ligne, le planning participatif, la gestion des adhésions, l'envoi des commandes aux producteurs, la comptabilité, ainsi que d'autres fonctionnalités. Les avances, recharges de compte des adhérents, servent à effectuer des commandes groupées et les adhésions permettent de couvrir les frais de fonctionnement : assurance, banque et éventuelles animations. Bouge ton coq propose même de verser 1 100€ à l'association pour l'aider sur l'amorçage du projet, précisant qu'une épicerie participative 'génère jusqu'à 150 000€ de chiffre d'affaires au bout d'une année'. Le nouvel épi bénéficiera de milliers de produits déjà référencés sur le réseau. Quant aux adhérents ? Ils choisissent les produits, organisent les dégustations et des ateliers cuisine.

Vous êtes un maire rural ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

Et vous voulez soutenir l'ouverture d'une épicerie associative dans votre village ? Un épi, c'est un commerce sans charges et sans marges qui repose sur la participation des citoyens. Si vous avez un local à mettre à disposition d'une association pour accueillir l'épicerie, celui-ci pourrait tout de suite être utilisé et mis en valeur.

06 77 67 88 92 - a.delaguillonniere@bougetoncoq.fr



DR

Comment ouvrir une épicerie ?

Pour ouvrir son propre épi il faut, au préalable, créer une association avec d'autres habitants afin de se répartir les tâches et notamment pour élire un président, un trésorier et un secrétaire de l'association. Puis il est temps de quérir un local gratuit à la mairie ou auprès d'une autre association ou même d'un particulier ou d'une entreprise. Côté finances ? Epi promet que ça ne coûte rien en investissement et que la création d'une nouvelle épicerie s'étend, en moyenne, sur 2 à 3 mois. Appuyée par une réunion publique via la mairie ou les fondateurs de l'association, elle permet l'amorçage des adhésions -30€ par an - pour passer les premières commandes auprès des producteurs.

Pas à pas

Dans l'ordre ? On constitue son équipe ; on ouvre et on paramètre son compte monepi.fr ; on organise son assemblée constitutive d'association ; on recherche son local et ses fournisseurs ; on dépose les statuts de l'association ; on ouvre son compte bancaire ; on aménage le local, on prépare les premières commandes et on ouvre son épicerie.

Ecrit par le 23 juillet 2024



DR

Vive la boîte à outils

la boîte à outils ? Elle a tout mis en place pour que les néo-épiciers puissent se mettre, rapidement, en ordre de marche. Ce que l'on trouve dans celle-ci ? La présentation de tout le concept : présentation initiale, vidéo, flyer, charte des épis, modèles de statuts, de règlement, de convention de mise à disposition du local, l'assurance de l'association et du local.

Et aussi pour les habitants

Le côté ultra sympa du concept ? L'épicerie associative fonctionne aussi à l'université pour offrir aux étudiants des produits bon marché en direct des producteurs et en entreprise pour favoriser les liens entre les salariés.

En savoir plus

Lancé en janvier 2020, Bouge ton coq est un mouvement citoyen qui conçoit, finance et met en œuvre des opérations nationales réunissant entreprises, citoyens et pouvoirs publics pour essaimer et passer à l'échelle des solutions d'intérêt général portant des alternatives concrètes pour l'amélioration du quotidien des territoires ruraux. Après une première collecte de 200 000€ (qui a permis de venir en aide à plus de 250 producteurs et commerçants dans 115 villages de France) intitulée 'C'est Ma Tournée' pendant la crise Covid, Bouge ton coq s'engage à présent pour réinstaller 2 000 épicerie participatives



Ecrit par le 23 juillet 2024

dans les villages ruraux. L'appel à projet a lieu dès maintenant et jusqu'au 28 février.

Les infos pratiques

S'inscrire pour Bouge ton coq ? C'est [ici](#). Tout savoir sur Monépi ? C'est [ici](#). 06 77 67 88 92.
a.delaguillonniere@bougetoncoq.fr toutes les infos générales [ici](#).